

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS108/21  
15 octobre 2001

(01-5050)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – TRAITEMENT FISCAL DES "SOCIÉTÉS DE VENTES À L'ÉTRANGER"

### Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

### Notification d'un appel des États-Unis présentée conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La notification ci-après, datée du 15 octobre 2001, adressée par la Mission permanente des États-Unis à l'Organe de règlement des différends (ORD) est distribuée aux Membres. Elle constitue aussi la déclaration d'appel, déposée le même jour auprès de l'Organe d'appel, conformément aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

Conformément à l'article 16 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* et à la règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, les États-Unis notifient leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"* – *Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS108/RW) et de certaines interprétations du droit données par ce groupe spécial.

1. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel examine les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la Loi de 2000 portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux (Loi sur les revenus extraterritoriaux) donne lieu à l'octroi de subventions à l'exportation prohibées par l'article 3.1 a) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"), et la constatation qui en est le corollaire, selon laquelle les États-Unis ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.2 de l'*Accord SMC*. Ces constatations sont erronées, et sont fondées sur des constatations erronées relatives à des questions de droit et à des interprétations connexes du droit concernant diverses dispositions de l'*Accord SMC* et des autres accords visés, y compris:

- a) les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'exclusion des revenus extraterritoriaux du champ de l'impôt prévue par la loi sur les revenus extraterritoriaux constitue un abandon de recettes normalement exigibles au sens de l'article 1.1 a) 1) ii) de l'*Accord SMC*;
- b) les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'exclusion des revenus extraterritoriaux du champ de l'impôt prévue par la Loi sur les revenus

./.

extraterritoriaux est subordonnée aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*;

- c) les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'exclusion des revenus extraterritoriaux du champ de l'impôt prévue par la Loi sur les revenus extraterritoriaux n'est pas une mesure destinée à éviter la double imposition de revenus de source étrangère au sens de la cinquième phrase de la note de bas de page 59 de l'*Accord SMC*, y compris la constatation du Groupe spécial selon laquelle c'est à la partie défenderesse qu'incombe la charge de la preuve pour ce qui est d'établir que la cinquième phrase s'applique à la mesure prise par cette partie.

Si l'Organe d'appel venait à infirmer la constatation du Groupe spécial visée au paragraphe 1 c) ci-dessus, les États-Unis demandent qu'il complète l'analyse du Groupe spécial et constate que l'exclusion des revenus extraterritoriaux du champ de l'impôt prévue par la Loi sur les revenus extraterritoriaux ne constitue pas une subvention prohibée conformément à la note de bas de page 5 de l'*Accord SMC*.

2. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel examine les constatations du Groupe spécial, ainsi que les interprétations connexes du droit qu'il a données, selon lesquelles la Loi sur les revenus extraterritoriaux est incompatible avec leurs obligations au titre des articles 8 et 10:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

3. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel examine la constatation du Groupe spécial, ainsi que les interprétations connexes du droit qu'il a données, selon lesquelles la Loi sur les revenus extraterritoriaux est incompatible avec l'article III:4 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*.

4. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel examine la constatation du Groupe spécial, ainsi que les interprétations du droit connexes qu'il a données, selon lesquelles ils n'ont pas complètement retiré les subventions FSC dont il a été constaté qu'elles constituaient des subventions à l'exportation prohibées incompatibles avec l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC* et n'ont donc pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD adoptées en application de l'article 4.7 de l'*Accord SMC*.

---